

Margaret Thatcher, une vie au service du Capital

jeudi 2 mai 2013, par [COUSTAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 11 avril 2013).

Dans le Panthéon mondial des responsables politiques de la droite dure, Margaret Thatcher occupe une place éminente. Rarement un chef de gouvernement aura incarné, de façon aussi « chimiquement pure », la défense acharnée des privilégiés et assumé sans états d'âme les aspects les moins reluisants du système capitaliste et impérialiste. Elle a d'ailleurs synthétisé son credo par la formule « TINA » - *There Is No Alternative*. Autrement dit, il n'y a pas d'alternative au capitalisme et à l'ordre mondial néolibéral...

Sommaire

- [Le crime irlandais](#)
- [La guerre de Thatcher contre](#)

M. Thatcher est élue députée pour la première fois en 1959. En 1970, elle participe au gouvernement conservateur dont Edward Heath est le chef. Nommée ministre de l'Éducation et de la Science, elle s'illustre par la suppression de la distribution gratuite de lait pour les écoliers. Une mesure impopulaire mais combien significative de ce que sera son approche tout au long de sa carrière...

De mai 1979 à novembre 1990 - les dix années où elle a dirigé sans partage le Royaume-Uni - la Dame de fer s'est révélée une ennemie féroce des travailleurs et des peuples, dans tous les domaines de la vie politique et sociale. On lui doit la mise en œuvre d'un programme de privatisations massives - dont British Airways (1987) et British Steel (1988) - ainsi que la suppression des subventions aux entreprises jugées peu rentables. La diminution massive des dépenses publiques et sociales lui permit de réaliser d'importantes réductions des impôts dont ont bénéficié les contribuables plus riches. Sa haine du mouvement ouvrier ne connut aucune limite et s'exprima notamment dans une frénésie législative : sous ses gouvernements successifs, pas moins de cinq lois antisyndicales ont été votées (1980, 1982, 1984, 1987 et 1988). En 1985, elle procède à l'annulation pure et simple des élections municipales de la capitale et supprime le Conseil du Grand Londres qui avait le tort d'être dirigé par un travailliste de gauche (Ken Livingstone). En 1982, elle mène également une guerre impérialiste contre l'Argentine à propos des Malouines.

Mais au sein d'un palmarès aussi chargé, ses faits d'armes les plus importants sont sans conteste la répression brutale contre les républicains d'Irlande du Nord et la défaite infligée aux mineurs britanniques

Le crime irlandais

À partir de 1976, les républicains irlandais emprisonnés à la prison de Long Kesh - et à celle d'Armagh pour les femmes - sont traités comme des criminels de droit commun. La lutte pour la reconnaissance du statut de prisonnier politique devient un des principaux axes de mobilisation,

aussi bien des prisonniers que du mouvement de solidarité. Les prisonniers républicains formulent cinq revendications : le droit de ne pas porter l'uniforme de prisonnier ; le droit à ne pas participer aux travaux de prisonnier ; le droit de libre association avec d'autres prisonniers et celui d'organiser des activités de formation ou de loisir ; le droit à une visite, une lettre et un colis par semaine ; et la restauration des remises de peine supprimées après le déclenchement du mouvement de protestation.

Le 1^{er} mars 1981, Bobby Sands « officier commandant » de l'IRA - Armée républicaine irlandaise - entame une grève de la faim. Puis, progressivement, à intervalles et un individu à la fois, de nouveaux prisonniers se joignent au mouvement attirant ainsi l'attention du monde entier sur leurs conditions d'emprisonnement. À la suite du décès d'un député, une élection législative partielle est organisée. Rompant avec sa démarche de boycott des élections, Sinn Féin (mouvement républicain lié à l'IRA) présente la candidature de Bobby Sands... qui est élu à la Chambre des Communes du Royaume-Uni le 9 avril 1981. Malgré cette démonstration éclatante de soutien populaire aux prisonniers républicains et la dégradation de l'état de santé des grévistes de la faim, le gouvernement britannique refuse de faire la moindre concession. Margaret Thatcher déclare : « *Nous ne sommes pas disposés à considérer la possibilité d'octroyer un statut spécial à certains groupes purgeant une peine pour avoir commis un crime. Un crime est un crime, ce n'est pas politique* ».

Le 5 mai, à l'issue de 66 jours de grève de la faim, Bobby Sands meurt. Margaret Thatcher commenta sa mort en termes particulièrement ignobles : « *M. Sands était un criminel condamné. Il a choisi de s'enlever la vie. C'est un choix que son organisation n'a pas donné à beaucoup de ses victimes.* » Des émeutes éclatent dans les quartiers républicains. 100 000 personnes participent à son cortège funéraire. Neuf autres grévistes de la faim - liés à l'IRA ou à l'Armée irlandaise de libération nationale (INLA) - vont mourir dans les semaines suivantes. Sans réussir à faire fléchir le gouvernement britannique. Mais pour Thatcher, il s'agit d'une fausse victoire. À l'étranger, son intransigeance soulève une vague d'indignation. En Irlande même, le sacrifice de Bobby Sands et de ses camarades va considérablement élargir et amplifier le soutien populaire au mouvement républicain, principalement à l'IRA et au Sinn Féin.

La guerre de Thatcher contre les mineurs

En mars 1985, à l'issue d'une grève qui aura duré près d'une année, les mineurs - longtemps considérés comme l'avant-garde du mouvement syndical et de la classe ouvrière britannique - reprennent le travail sans avoir rien obtenu. Les conséquences de cette défaite sont considérables : consolidation de la législation antigrève, énorme chute de la syndicalisation, démantèlement des secteurs industriels les plus combatifs. On peut même considérer qu'elles se font toujours sentir...

Sa victoire sur les mineurs, Margaret Thatcher l'a voulue et préparée dès avant son accession au pouvoir. Les conservateurs (Tories) avaient, en effet, une revanche à prendre : en 1972, puis en 1974, les mineurs avaient mené deux grèves victorieuses, dont la seconde avait provoqué la chute du gouvernement dirigé par Edward Heath. C'est après cette défaite électorale que Margaret Thatcher devient leader du Parti conservateur. Elle met alors en place des groupes de travail qui vont « *penser la contre-révolution conservatrice* » à venir, aussi bien dans ses objectifs que dans ses moyens. Document confidentiel, le rapport Ridley constitue l'une des élaborations les plus achevées de ce travail : il cible les mines britanniques comme « *le champ de bataille le plus probable* ». Il suggère les dispositions à prendre pour cette bataille : accumulation de stocks de charbon, recrutement de chauffeurs non-syndiqués dans les transports, modification de la législation sur les procédures de déclenchement des grèves, mise en place d'une force d'intervention policière

coordonnée à l'échelon national, etc. C'est une véritable stratégie de combat qui est ainsi décidée : elle sera appliquée avec méthode.

Lorsque Margaret Thatcher parvient au pouvoir en mai 1979, elle commence à mettre en œuvre les mesures du rapport Ridley, notamment les lois antisyndicales. Parallèlement, elle affronte les sidérurgistes : en 1980, leur grève permettra des augmentations de salaires, mais sera incapable d'empêcher la fermeture de certaines usines. Puis elle s'attaque aux ouvriers imprimeurs et à leur syndicat. En 1983, elle nomme à la tête des charbonnages MacGregor, un manager issu du secteur privé, responsable de la restructuration de la sidérurgie. Mais, sensible au rapport de forces, elle hésite encore à se confronter aux mineurs qui demeurent très populaires...

En fait, elle attendra son second mandat - le chômage de masse s'amplifie, le niveau de combativité des travailleurs britanniques commence à régresser - pour déclencher l'offensive en mars 1984 : réduction de la capacité de production, fermeture d'une vingtaine de puits de mine, suppression de 20 000 emplois. Ces annonces poussent le syndicat des mineurs (NUM : National Union of Mineworkers) animé par Arthur Scargill à proclamer la grève nationale qui est effective dans une forte majorité des mines. Toutes les négociations échouent. Le mouvement se durcit. Malgré leur interdiction par la nouvelle législation antigrève, des piquets de grève volants se déplacent d'une région à l'autre pour renforcer les endroits les plus fragiles. Les affrontements avec la police se multiplient. Les femmes de mineurs s'impliquent directement dans le conflit : piquets de grève, manifestations, tournées des entreprises pour développer la solidarité.

Alors que le gouvernement conservateur fait de cette grève un test de sa capacité à briser les secteurs combatifs du mouvement syndical, les mineurs restent isolés. Le gouvernement et la direction des Charbonnages suscitent la création d'un « comité national des mineurs au travail ». À l'automne 1984, par décision de justice, les fonds de la NUM sont bloqués. Le gouvernement et l'ensemble des médias mènent une campagne d'intoxication en faveur de la reprise du travail. En février 1985, court-circuitant le syndicat des mineurs, la direction du TUC (Trade Unions Congress, la confédération syndicale) passe un accord avec les Charbonnages ! Convoqué dans l'urgence, un congrès extraordinaire du syndicat des mineurs refuse cet accord. Mais, sans perspective, se heurtant à l'intransigeance totale du gouvernement conservateur, victimes de l'isolement organisé par la direction du TUC, les mineurs décident finalement de reprendre le travail. Dès l'année suivante, Mac Gregor publie un ouvrage relatant le conflit et sous-titré : « L'histoire de la grève des mineurs 1984-1985 ». Mais c'est le titre qui indique assez précisément ce qui vient de se jouer : « L'ennemi de l'intérieur ». Depuis sa préparation pendant les années d'opposition jusqu'à sa conclusion, l'offensive contre les mineurs a été conçue et menée par Margaret Thatcher et son équipe comme une véritable guerre de classe...

Sa tentative d'instaurer un nouveau système d'impôts locaux (*poll-tax*) provoqua un réveil du mouvement social, d'importantes mobilisations et, finalement, le lâchage de Margaret Thatcher par l'establishment de son parti et, donc, sa chute. Il n'en reste pas moins que la grande bourgeoisie capitaliste peut lui être reconnaissante : sous son règne, les inégalités sociales se sont accrues au Royaume-Uni comme jamais au cours du XX^e siècle. Un simple chiffre illustre ce bilan : en dix ans de thatcherisme, le taux de familles vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé de 8 % à 22 % de la population.

Ce portrait serait incomplet si l'on ajoutait que M. Thatcher fut aussi un soutien sans faille et une amie personnelle et revendiquée du général putschiste chilien A. Pinochet à qui elle rendit une visite amicale lors de son séjour en résidence surveillée dans la capitale britannique. Aujourd'hui, chefs d'Etat et puissants de ce monde rendent hommage à la « Dame de Fer ». On comprendra aisément que nous ne nous joignons pas au concert de louanges et à l'avalanche de condoléances... On préférera se souvenir de Bobby Sands.

François Coustal

P.-S.

* Cet article reprend des éléments parus dans la rubrique Repères de Tout est à nous ! la Revue (n°14 - Octobre 2010). Publié sous cette forme le 11/04/2013 sur <http://www.gauche-anticapitaliste.org/>